

Table des matières

<h2>1) FONCTION DE COMPLIANCE</h2> <p>4 décembre 2012. – CIRCULAIRE NBB_2012_14 et FS-MA_2012_21 – Fonction de compliance. 1</p> <p>23 avril 2013. – CIRCULAIRE FSMA_2013_08 – Fonction de compliance. 13</p> <p>6 février 2018. – RÈGLEMENT de la Banque nationale de Belgique relatif à l'expertise des responsables de la fonction de compliance (<i>Mon. 24 avril 2018</i>) 23</p> <p>8 février 2018. – COMMUNICATION NBB_2018_05 – Rapport de l'organe légal d'administration relatif à l'évaluation de la fonction de conformité (compliance) 29</p> <p>2 juillet 2019. – COMMUNICATION NBB_2019_15 – Atentes de fond quant au rapport de l'organe légal d'administration relatif à l'évaluation de la fonction de conformité 29</p> <p>5 Juin 2020. – Final Report Guidelines on certain aspects of the MiFID II compliance function requirements 30</p> <h2>2) LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME</h2> <p>11 mai 1995. – LOI relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité de l'organisation des Nations unies (<i>Mon. 29 juillet 1995</i>) 46</p> <p>13 mai 2003. – LOI relative à la mise en œuvre des mesures restrictives adoptées par le Conseil de l'Union européenne à l'encontre d'États, de certaines personnes et entités (<i>Mon. 13 juin 2003; Err. Mon. 20 juin 2003</i>) 47</p> <p>28 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme (<i>Mon. 17 janvier 2007</i>) 47</p> <p>20 mai 2015. – RÈGLEMENT (U.E.) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (C.E.) n° 1781/2006 (<i>J.O. L 141, 5 juin 2015</i>) . 49</p> <p>18 septembre 2017. – LOI relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (<i>Mon. 6 octobre 2017</i>) 56</p> <p>21 novembre 2017. – RÈGLEMENT de la Banque nationale de Belgique relatif à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 22 décembre 2017</i>) 111</p> <p>3 juillet 2018. – RÈGLEMENT de l'Autorité des services et marchés financiers relatif à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 7 août 2018</i>) 116</p>	<h2>3) PROTECTION DU SYSTÈME FINANCIER</h2> <h3>3.1) Lois régissant les entreprises régulées du secteur financier</h3> <p>4 avril 2014. – LOI relative aux assurances (<i>Mon. 30 avril 2014</i>) 121</p> <p>25 avril 2014. – LOI relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse (<i>Mon. 7 mai 2014</i>) 196</p> <p>8 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification financière par des entreprises réglementées et modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 18 août 2014</i>) ... 372</p> <p>25 octobre 2016. – LOI relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement (<i>Mon. 18 novembre 2016; Err. Mon. 28 novembre 2016</i>) 375</p> <p>11 mars 2018. – LOI relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement (<i>Mon. 26 mars 2018; Err. Mon. 6 avril 2018</i>) . 420</p> <h3>3.2) Surveillance du secteur financier</h3> <p>2 août 2002. – LOI relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 4 septembre 2002</i>) 471</p> <h3>3.3) MiFID/R</h3> <p>15 mai 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 (<i>JO L 173, 12 juin 2014; Rect. JO L 341, 27 novembre 2014; Rect. J.O. L 270, 15 octobre 2015; Rect. J.O. L 187, 12 juillet 2016; Rect. J.O. L 278, 27 octobre 2017</i>) 541</p> <p>21 novembre 2017. – LOI relative aux infrastructures des marchés d'instruments financiers et portant transposition de la directive 2014/65/UE (<i>Mon. 7 décembre 2017</i>) 592</p> <p>19 décembre 2017. – ARRÊTÉ ROYAL portant les règles et modalités visant à transposer la directive concernant les marchés d'instruments financiers (<i>Mon. 27 décembre 2017; Err. Mon. 12 janvier 2018</i>) 651</p>
---	---

3.4) AIFMD, EMIR, CSDR

8 juin 2011. – DIRECTIVE 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010 (<i>J.O.L 174, 1^{er} juillet 2011</i>).....	663
4 juillet 2012. – RÈGLEMENT (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux (<i>J.O. L 201, 27 juillet 2012</i>).....	708
23 juillet 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 909/2014 du Parlement européen et du Conseil concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n° 236/2012 (<i>J.O.L 257, 28 août 2014; Rect. J.O. L 349, 21 décembre 2016</i>).....	771

3.5) MAD/MAR

16 avril 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission (<i>J.O. L 173, 12 juin 2014; Rect. J.O. L 287, 21 octobre 2016</i>).....	800
18 mai 2016. – CIRCULAIRE FSMA_2016_08 (mise à jour du 21 février 2017) – Règlement relatif aux abus de marché - Instructions pratiques et orientations de l'ESMA.....	825

3.6) Externalisation

25 février 2019. – ORIENTATIONS de l'ABE relatives à l'externalisation (EBA/GL/2019/02).....	829
19 juillet 2019. – CIRCULAIRE BNB_2019_19 – Orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) du 25 février 2019 relatives à l'externalisation (EBA/GL/2019/02).....	846

4) PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS ET D'INVESTISSEMENT

1 ^{er} juillet 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers (<i>Mon. 6 juillet 2006</i>).....	848
18 juin 2013. – ARRÊTÉ ROYAL imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de comptes d'épargne réglementés (<i>Mon. 8 juillet 2013</i>).....	852
25 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail (<i>Mon. 12 juin 2014</i>).....	854

26 novembre 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (<i>J.O. L 352, 9 décembre 2014; Rect. J.O. L 358, 13 décembre 2014</i>).....	861
27 octobre 2015. – CIRCULAIRE FSMA_2015_16 – Règles applicables aux publicités en cas de commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail.....	871
26 mai 2016. – RÈGLEMENT de l'autorité des services et marchés financiers encadrant la commercialisation de certains instruments financiers dérivés auprès des consommateurs (<i>Mon. 8 août 2016</i>).....	893
21 novembre 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux obligations d'information aux déposants en matière de garantie des dépôts (<i>Mon. 30 novembre 2016</i>).....	899

5) PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

16 juin 1998. – CONVENTION COLLECTIVE de travail n° 68 conclue au sein du Conseil national du travail, relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard de la surveillance par caméras sur le lieu du travail, rendue obligatoire par l'A.R. du 20 septembre 1998 (<i>Mon. 2 octobre 1998</i>).....	902
26 avril 2002. – CONVENTION COLLECTIVE de travail n° 81 conclue au sein du Conseil national du travail, relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communication électroniques en réseau, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 juin 2002 (<i>Mon. 29 juin 2002</i>).....	904
13 juin 2005. – LOI relative aux communications électroniques (<i>Mon. 20 juin 2005</i>).....	908
21 mars 2007. – LOI réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance (<i>Mon. 31 mai 2007</i>).....	979
27 avril 2016. – RÈGLEMENT (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (<i>J.O. L 119, 4 mai 2016; Rect. J.O. L 127, 23 mai 2018</i>).....	986
30 juillet 2018. – LOI relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (<i>Mon. 5 septembre 2018</i>).....	1019

6) ENVIRONNEMENT, SOCIAL, GOUVERNANCE

6.1) Environnement

27 novembre 2019. – RÈGLEMENT (U.E.) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (<i>J.O. L 317, 9 décembre 2019</i>)..	1064
--	------

18 juin 2020. – RÈGLEMENT (U.E.) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (U.E.) 2019/2088 (<i>J.O. L 198, 22 juin 2020</i>)	1072	6 décembre 2011. – RÈGLEMENT de la Banque nationale de Belgique concernant l'exercice de fonctions extérieures par les dirigeants d'entreprises réglementées (<i>Mon. n° 231, 16 juillet 2012</i>)	1105
6.2) Social		3 juin 2013. – Orientations Politiques et pratiques de rémunération (Communication FSMA_2013_19 – Directive MIF)	1107
30 juillet 1981. – LOI tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (<i>Mon. 8 août 1981</i>)	1083	22 octobre 2014. – DIRECTIVE 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes (<i>J.O. L 330, 15 novembre 2014</i>)	1113
10 mai 2007. – LOI tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes (<i>Mon. 30 mai 2007</i>)	1091	21 mars 2018. – Orientations de l'ABE sur la gouvernance interne	1116
6.3) Gouvernance		18 septembre 2018. – CIRCULAIRE NBB_2018_25 – Aptitude des administrateurs, membres du comité de direction, responsables de fonctions de contrôle indépendantes et dirigeants effectifs d'établissements financiers.	1137
9 juillet 2002. – RÈGLEMENT de l'Autorité des services et marchés financiers concernant l'exercice de fonctions extérieures par les dirigeants d'entreprises réglementées (<i>Mon. 17 août 2002</i>)	1103	Octobre 2018. – Manuel de gouvernance pour le secteur bancaire émis par la BNB	1139